

DOSSIER DOCUMENTAIRE – La ligne d’armistice entre les deux Corées

Document n°1 – Extrait Alexandra Novosseloff et Franck Neisse, *Des murs entre les hommes* – Documentation française – 2015.

On estime qu’à quelques kilomètres de là, sur le territoire de la Corée du Nord, plus de 700 000 hommes (certains parlent d’un million de soldats), 8 000 pièces d’artillerie et près de 2 000 chars sont stationnés le long des 241 km de la DMZ. Côté sud, ce sont près de 60% des 690 000 hommes que compte l’armée sud-coréenne qui y sont stationnés. La zone approchant de la DMZ est une zone militaire avec des camps militaires tous les 10 km, des points d’observation militaires tous les kilomètres ainsi que des multiples postes de contrôle. Les mouvements de véhicules militaires sont incessants. La Corée du sud se tient prête pour contrer toute possible invasion venue du Nord : la guerre n’est pas finie.

Document n°2 – Extrait de Remy Hémez, *Corée du Sud, la 7^e armée du monde ?* – IFRI – 2017

La défense de la DMZ s’appuie sur des obstacles et des moyens de surveillance. Une clôture s’étend ainsi sur toute sa longueur. Elle est parsemée de postes de surveillance. Des équipements d’observation sophistiqués sont de plus en plus fréquemment employés afin d’aboutir à « un système de garde scientifique » largement automatisé qui permettrait ainsi de réduire les effectifs mobilisés. Des capteurs divers provoquent des alarmes dans les postes de surveillance et les soldats peuvent utiliser des caméras de surveillance pour vérifier la réalité de la menace. Une unité d’intervention peut ensuite être envoyée. Le « robot » de surveillance Samsung SGR-A1, doté d’une certaine autonomie et d’une capacité de tir, testé à partir de 2010 et dont plusieurs exemplaires seraient opérationnels aujourd’hui, est un autre exemple de cette démarche.

Des mines sont employées massivement pour valoriser les défenses, faisant de la DMZ une des zones les plus minées du monde. En 2006, le Corée du Sud a annoncé avoir posé 970 000 mines dans la zone sud de la DMZ et 30000 dans la CCZ40, soit 118 km² de zones minées. Les unités sud-coréennes découvrent aussi régulièrement des mines nord-coréennes lors de leurs patrouilles (258 entre 2010 et 2014). Le 4 août 2015, deux soldats sud-coréens ont ainsi été gravement blessés par l’explosion de plusieurs mines nord-coréennes lors d’une patrouille de routine sur la DMZ.

Une nouvelle menace est récemment apparue sur la DMZ : les drones aériens. En juin 2017, un drone nord-coréen s’est écrasé après avoir survolé et photographié le site de déploiement du système THAAD. Des incidents de ce type sont assez fréquents depuis au moins 2014 et la découverte au sol, en Corée du Sud, de trois drones nord-coréens. La Corée du Nord disposerait aujourd’hui de plus de 300 drones, certains pouvant être armés d’explosifs. Leur niveau technologique est encore modeste mais la menace est déjà réelle. D’où la décision, annoncée en juin 2017, d’acquérir « en masse » et de déployer sur toutes les installations sensibles le radar multifonction TPS-880 de LIG Nex1 capable de détecter les drones de petite dimension.

Document n°3 – Deux pays

Corée du Nord	Corée du Sud
Pays totalitaire	Pays démocratique depuis la transition démocratique opéré à la fin des années 1980
Autarcie	Capitalisme libéral
Alliance : Chine	Alliance : Etats-Unis – participation à la guerre d’Irak et d’Afghanistan « Partenaire mondial » de l’OTAN
PIB = 2% PIB sud-coréen Sanctions économiques imposées par l’ONU depuis 2006 Principale partenaire économique = Chine – 611 millions de dollars d’investissement chinois en 2014 – 7 milliards de dollars d’échanges commerciaux en 2014	PIB = 1 531 milliards \$ (2017) 11e puissance économique au monde Grandes FMN : Hyundai

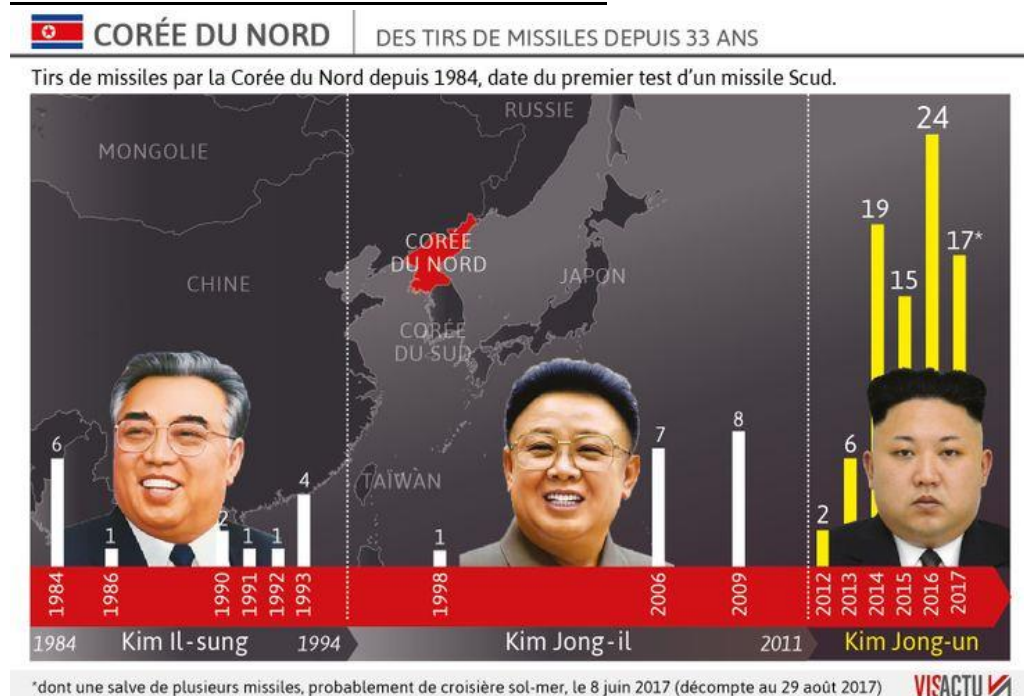
PERIODE	1950-1959	1960-1969	1970-1979	1980-1989	1990-1999	2000-2009	2010-2014	Total
Provocations locales nord-coréennes	19	329	96	61	168	276	123	1072

Document n°5 – Extrait Junghwan Yoo, *La North Limit Line en mer Jaune et le retour de la Guerre froide sur la péninsule coréenne* – Hérodote n° 141 – 20011/2

L'année 2010 pourra sans doute être classée comme année la plus catastrophique dans les relations entre les deux Corées depuis la guerre de Corée (1950-1953). En mars, une corvette sud-coréenne, le *Cheonan*, a été coulée probablement par une torpille tirée d'un sous-marin nord-coréen, provoquant la mort de quarante-six soldats. En novembre, les deux Corées ont failli entrer en guerre à la suite d'une attaque de l'artillerie côtière nord-coréenne sur l'île sud-coréenne de Yeonpyeong, située à 3,5 km de la côte de la province nord-coréenne de Hwanghaenamdo. Le tir d'artillerie nord-coréen, qui a duré plus d'une heure, a lancé environ 170 obus coûtant la vie à deux soldats et deux civils et faisant de nombreux blessés.

Cette attaque d'artillerie perpétrée par l'armée nord-coréenne dans la zone maritime de ce qu'on appelle les « cinq îles de la mer Jaune (ou mer de l'Ouest) » constitue le cinquième incident militaire entre les deux Corées enregistré dans cette zone depuis la « 1re bataille navale de Yeonpyeong » de juin 1999 ; la « 2e bataille » a eu lieu en juin 2002 et la « bataille navale de Daechong » en novembre 2009, suivie du naufrage du *Cheonan* en 2010.

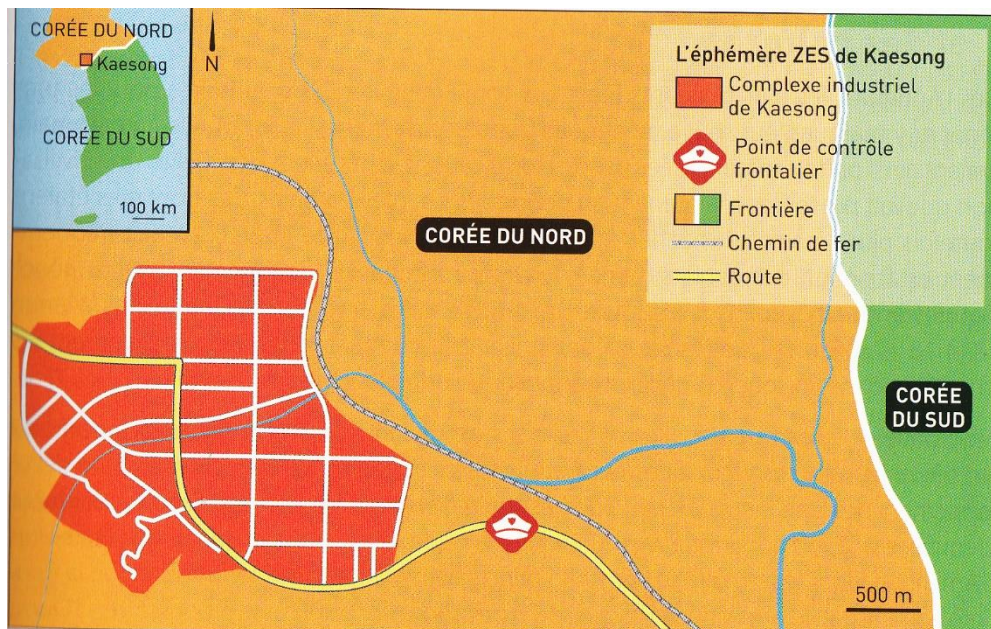
Document n°6 – tirs de missiles nord-coréens



Pyongyang annonce un nouvel essai nucléaire



Document n°8 – Extrait de Philippe Mesmer, La zone industrielle de Kaesong, symbole des relations entre les deux Corées – Le Monde – 9 juin 2018



« Travailler à Kaesong, c'est travailler pour la réunification et la paix. Il n'y a plus de Nord, il n'y a plus de Sud. On est tous ensemble. » Lee Jong-duk, PDG du fabricant sud-coréen de sous-vêtements Young Inner Foam, n'a pas investi uniquement pour des considérations économiques dans le complexe industriel exploité par les deux Corées entre 2004 et sa fermeture en 2016. « Je voulais faire quelque chose de bien », explique ce chef d'entreprise qui y employait 420 Nord-Coréens. Dans ses bureaux de Goyang, au nord de Séoul et à une vingtaine de kilomètres de la Zone démilitarisée (DMZ) séparant les deux Corées, il vit ces dernières semaines, comme nombre de Sud-Coréens, dans une euphorie alimentée par le réchauffement des relations

intercoréennes, qui a culminé avec le sommet du 27 avril dans le village de Panmunjom, dans la DMZ. La rencontre entre le président sud-coréen Moon Jae-in et le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un s'est conclue sur des engagements pour la paix et la dénucléarisation, mais aussi sur la coopération économique. « Nous attendons maintenant le sommet entre Kim Jong-un et Donald Trump », souligne Lee Jong-duk. Un succès de cette rencontre historique, prévue le mardi 12 juin à Singapour, pourrait se traduire par une levée des sanctions imposées à la République populaire démocratique de Corée (RPDC, nom officiel de la Corée du Nord), condition indispensable pour relancer le complexe, où 123 sociétés sud-coréennes produisaient chaque année l'équivalent de 500 millions de dollars (426 millions d'euros) de produits et employaient 54 000 Nord-Coréens.

L'idée d'un complexe industriel exploité en commun dans cette ville nord-coréenne située à quelques kilomètres au nord de la DMZ est émise lors d'une rencontre en 1999 entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong-il (1942-2011, père de Kim Jong-un) et Chung Ju-yung (1915-2001), le fondateur du chaebol (conglomérat sud-coréen) Hyundai. Originaire du Nord, M. Chung a beaucoup investi dans le rapprochement intercoréen au travers de la filiale Hyundai Asan. Il a soutenu la politique de rapprochement dite du « rayon de soleil » lancée par le président sud-coréen Kim Dae-jung, au pouvoir de 1998 à 2003.

Le projet Kaesong prolongeait la coopération économique amorcée en 1988 avec la « Déclaration présidentielle spéciale pour l'estime mutuelle, l'unification et la prospérité nationales ». La Corée du Nord était désormais considérée comme partenaire de l'unification, et non plus comme un adversaire.

La déclaration a marqué le début du commerce intercoréen, qui commence timidement le 11 novembre 1988 avec l'importation par le Sud de 40 kilos de coquilles Saint-Jacques. Au début des années 1990, les activités concernent les chaebols comme LG, Samsung ou encore Daewoo, dont le président, Kim Woo-choong, devient en janvier 1992 le premier chef d'entreprise sud-coréen officiellement invité dans le Nord. Il évoque l'idée d'un premier complexe exploité en commun à Nampo, le port situé sur la mer Jaune, à une cinquantaine de kilomètres de Pyongyang. Ce projet n'a pas abouti, mais les échanges ont progressé, par l'intermédiaire de la Chine.

Décidé en 2000, le projet de Kaesong prend du retard en raison des déclarations du président américain George W. Bush, qui inclut la Corée du Nord dans son « axe du mal ». Finalisé en 2002, il se heurte alors à des difficultés logistiques. Le terrain octroyé par Pyongyang n'est pas raccordé aux réseaux d'eau et d'électricité. La mise en valeur revient à Hyundai Asan, qui en obtient la concession pour cinquante ans et conduit les travaux d'aménagement. Quelque 200 millions de dollars sont investis, dont la moitié par le gouvernement sud-coréen.

A son ouverture à la fin 2004, Kaesong est présenté par le ministre sud-coréen de l'unification Chung Dong-young comme un site « ouvrant la voie à l'établissement d'une communauté économique intercoréenne ». Séoul table alors sur l'installation avant 2012 d'un millier d'entreprises qui emploieraient 100 000 Nord-Coréens sur une zone industrielle devant couvrir 6 611 hectares.

Kaesong se développe peu à peu. De fait, le commerce entre les deux voisins totalise cette année-là 1,8 milliard de dollars. Et 38 % des échanges économiques de la Corée du Nord se font alors avec le Sud, contre 20 % en 2000. Les activités se poursuivent, mais, dès l'arrivée au pouvoir, en 2008, du conservateur Lee Myung-bak (président de 2008 à 2013), Séoul durcit ses positions face à Pyongyang. La politique du « rayon de soleil » est enterrée. Le complexe est fermé en 2013 sur décision de Pyongyang, puis rouvert. Le 10 février 2016, la présidente conservatrice, Park Geun-hye, le ferme de nouveau, quelques semaines après le quatrième essai nucléaire du Nord. Le complexe n'a pas rouvert depuis, malgré les demandes des entrepreneurs.

Avec le relatif réchauffement des relations diplomatiques intercoréennes initiées en 2000, dans le cadre de la politique du « rayon de soleil » (la sunshine policy) menée par le président sud-coréen Kim Dae-jung des circuits touristiques de trois jours étaient organisés dans le massif par une filiale du groupe Hyundai. Chaque semaine quelque 3 000 coréens du Sud avaient ainsi l'occasion de visiter le Nord à condition de pouvoir déboursier au moins 700 dollars pour passer deux nuits sur place : visite sous l'étroite surveillance de guides nord-coréens afin d'empêcher tout contact avec la population locale. En dix ans près de 2 millions de Sud-coréens se sont rendus sur ce site. Le complexe hôtelier construit dans les montagnes sacrées avec des capitaux sud-coréens à hauteur de 653 millions de dollars, abritait également les trop rares réunions des familles séparées par la guerre. Mais toutes ces visites et rencontres sont tributaires du climat politique et sécuritaire entre les deux Corées. Ainsi, à la suite d'un incident, en juillet 2008, au cours duquel une touriste sud-coréenne fut abattue par un militaire nord-coréen sur la plage du complexe touristique, le gouvernement de Séoul décida de suspendre les autorisations pour se rendre sur le site. Aucune n'a été délivrée depuis. »